

Faits et chiffres :

- À la fin de 2005, 1,3 millions de personnes des pays du sud infectées par le VIH recevaient des antirétroviraux (ARV), ce qui représente moins de la moitié de la cible de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et à peine 20 % des 6,5 millions de personnes qui ont besoin de traitement.
- Chaque jour près de 1 700 enfants naissent séropositifs parce que leur mère ne reçoit pas de traitement ARV.

Le traitement antirétroviral (ARV) sauve des vies

Les médicaments antirétroviraux prolongent la vie des sidéens en contenant l'infection par le VIH. Les antirétroviraux ne guérissent pas, mais ils prolongent la vie des personnes qui y ont accès. Beaucoup de personnes, cependant, devenues résistantes aux ARV « de première ligne » (ou première génération), ne peuvent survivre sans accès aux versions, plus récentes, de « deuxième ligne ».

Le G8 a promis d'offrir, d'ici 2010, le traitement ARV à tous ceux qui en auront besoin. Selon l'OMS, ce but ne sera atteint que si les compagnies pharmaceutiques permettent la production de versions génériques d'ARV.

Le Traitement ARV n'a pas à être si coûteux

En 2000, les fabricants de produits pharmaceutiques de marque déposée vendaient des traitements 10 439 \$ US par personne par année. La concurrence des fabricants de médicaments génériques en Inde qui vendaient les mêmes produits 295 \$ US les a forcés à réduire leurs produits à 712 \$ US. Des fondations sans but lucratif sont en mesure d'acheter des ARV à meilleur compte : en 2005, la Fondation Clinton a acquis des médicaments génériques en vrac à 150 \$ US par personne par année.

Les profits empêchent de sauver des vies

Les accords commerciaux et les pressions de l'entreprise privée rendent difficile aux sidéens l'accès à des médicaments de deuxième ligne capables de prolonger leur vie. De grands pays en développement, tels l'Inde et le Brésil, ont autorisé la copie d'ARV de première ligne, mais aux termes des Accords sur les droits de propriété intellectuelle liée au commerce (TRIPS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), il faut maintenant qu'ils accordent 20 ans de droits exclusifs de mise en marché sur les nouveaux brevets pharmaceutiques; en d'autres termes, ils ne doivent pas permettre de copies génériques de nouveaux médicaments plus efficaces.

La Déclaration de Doha sur les TRIPS et la santé publique « ne devrait pas empêcher les membres de prendre des mesures pour promouvoir l'accès aux médicaments de tous », mais quand le Brésil a proposé de permettre la copie générique d'un ARV produit par les laboratoires Abbott, on a menacé le pays de sanctions commerciales.



KAIROS réunit, dans une action commune pour la justice et la paix inspirée par la foi, le Comité central mennonite du Canada, la Conférence canadienne religieuse, la Conférence des évêques catholiques du Canada, l'Église anglicane du Canada, L'Église évangélique luthérienne du Canada, l'Église presbytérienne du Canada, L'Église réformée chrétienne en Amérique du Nord (Canada), l'Église unie du Canada le Fonds du Primat pour le secours et le développement mondial, l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix et la Société religieuse des Amis (Quakers).

www.kairoscanada.org ou sans frais au 1-877-403-8933

KAIROS est associé, dans sa lutte contre le VIH et le SIDA, au Comité d'accueil chrétien de la XVI^e conférence internationale sur le SIDA, projet du Conseil canadien des Églises :

www.ccc-cce.ca



Feuille d'information
KAIROS
SIDA n°4 avril 2006

SIDA:
Troc de traitements?

Devant la perspective de voir un gouvernement accorder à une entreprise générique le droit de copier un médicament générique, les sociétés pharmaceutiques transnationales ripostent, préférant souvent réduire le prix de leurs produits ou même les donner, plutôt que de voir saper le système de brevetage.

Les États-Unis, agissant pour le compte de l'industrie pharmaceutique, ajoutent aux accords bilatéraux de libre échange avec le Maroc, la Jordanie, Singapour, le Chili, l'Australie et six pays latino-américains des mesures « TRIPS plus » qui protégeront encore davantage les brevets.

Le Canada n'en fait pas assez

Le Canada est l'un de seulement six pays à avoir adopté des lois permettant la production et l'exportation de génériques aux pays sans capacité de production pharmaceutique.

En date de février 2006, le Canada n'avait produit aucun médicament en vertu de ces dispositions. La *Loi de l'engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique* offre peu d'incitatifs aux fabricants de génériques. Elle ne leur permet qu'une marge bénéficiaire limitée sur leurs coûts de fabrication, limite la durée des contrats à 2 ans et rend difficile aux organisations non gouvernementales, telle *Médecins sans frontières (MSF)*, l'accès aux médicaments.

MSF croit qu'il est essentiel que l'industrie pharmaceutique joue son rôle dans la recherche de solutions, mais le monde ne peut remettre le sort de la santé publique, en crise, entre les seules mains de l'industrie. Une réponse politique est la clé nécessaire pour que la recherche et le développement, ainsi que les médicaments actuels, ne servent pas uniquement les intérêts des plus nantis. En tant que Canadiens, nous pouvons effectuer des changements importants. De par le monde entier, on attend du Canada qu'il relève le défi et agisse de manière décisive, dès maintenant.

Médecins Sans Frontières Canada

Que peut faire le Canada?

Faire preuve de leadership au sein du G8 en :

Modifiant les lois pharmaceutiques canadiennes pour en retirer les désincitatifs à l'exportation de médicaments moins coûteux vers des pays sans capacité de production pharmaceutique.

Ménageant des rencontres entre les fabricants canadiens de produits pharmaceutiques et les pays en développement qui ont besoin de médicaments moins coûteux.

Faisant pression pour la réforme des lois sur la propriété intellectuelle, dont le code TRIPS de l'OMC et les lois nationales, pour mieux tenir compte des besoins en santé publique.

Appuyant les appels à une nouvelle entente mondiale sur la recherche et le développement médicaux axée sur les besoins, plutôt que sur un système à visées lucratives fondé sur les brevets qui relègue au second plan des maladies qui touchent les pauvres du monde.

S'engageant à accueillir une conférence internationale d'experts ayant pour objectif de rechercher d'autres systèmes de brevetage, afin de stimuler la recherche sur la santé et de promouvoir l'accès aux médicaments nécessaires.

Que pouvons-nous faire?

⌘ **Prier** : Que les yeux s'ouvrent, que tous embrassent la justice et la compassion.

⌘ **Apprendre** : Communiquer avec votre confession (ou avec son agence de développement) et avec KAIROS pour en obtenir des ressources éducatives. Téléchargez des feuilles d'information et un encart de bulletin à : www.kairoscanada.org

⌘ **Agir**. Il se tiendra, de juillet à août 2006, deux réunions mondiales sur le SIDA. Faites-vous entendre. Écrire au Premier ministre Harper une lettre réclamant la mise en oeuvre de programme de justice mondiale qui puissent résoudre la crise du SIDA. On trouvera un modèle de lettre sur le site Web de KAIROS.

⌘ **Voyez**, sur le site Web de *Médecins Sans Frontières*, **Campagne pour l'accès aux médicaments essentiels** : <http://www.msf.ca/programmes/acces.htm>